



---

## **Information financière et accès au crédit bancaire des PME de la ville de Mbujimayi**

**Par :**

KALONJI MUKOKA Sylvain / Chef de travaux à l'Université officielle de Mbujimayi

MISAKABO KALONJI Danie / Chef de travaux à l'Université officielle de Mbujimayi

### **Résumé**

Cet article s'était proposé de répondre à la question ci-après : « la pertinence de l'information financière produite par les PME influence-t-elle leur accès au crédit bancaire? ». L'objectif de cette étude consistait à démontrer l'influence de l'information financière dans l'accès au crédit bancaire des PME de Mbujimayi. Pour y arriver, une enquête a été effectuée sur un échantillon de 193 PME opérant à Mbujimayi. Le modèle d'Analyse en Composantes Principales (ACP) a été utilisé pour tester l'influence de la variable explicative sur la variable expliquée qu'est l'accès au crédit bancaire.

Les résultats issus de cette étude révèlent une forte corrélation positive de plus des 50% entre l'information financière et l'accès au crédit bancaire. Ces résultats laissent la présente étude confirmer l'hypothèse de départ selon laquelle la pertinence de l'information financière produite par les PME se révèle comme enjeu d'accès au crédit bancaire.

**Mots clés : Information financière, accès au crédit bancaire, PME, Mbujimayi.**

**Digital Object Identifier(DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.16368376>

---

## **Introduction**

La comptabilité a toujours joué depuis l'antiquité un rôle indéniable dans la vie financière de l'entreprise. Elle est un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, enregistrer les données chiffrées et présenter les états financiers reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité (Tiona Wamba, J.H. et Dippa Koldjeng, R., 2019).

En effet, la production de l'information financière pertinente, fiable, fidèle et crédible (OHADA, 2017) est une priorité pour toute PME soucieuse de son développement. Au-delà d'être un moyen de transparence et de garantie, l'information financière de qualité est un moyen par excellence de pilotage et de prise des décisions multiformes sur l'avenir des entreprises (Souley, 2023).

Pour leur part, les banques, partenaires traditionnels des entreprises, s'appuient sur cette information produite et diffusée pour non seulement apprécier la santé financière des entreprises, mais aussi décider en faveur ou contre les demandes crédits introduites par ces entreprises.

Dans ses articles 8, 11, 13, 25, 26 et 28, l'Acte Uniforme relatif au Droit comptable et à l'information financière présente un jeu complet d'états financiers annuels susceptibles d'être produits par les entreprises œuvrant dans l'espace OHADA. Ce jeu comprend : le Bilan, le Compte de résultat, le Tableau des flux de trésorerie ainsi que les Notes annexes (OHADA, 2017).

Cependant, plusieurs PME à Mbuji-Mayi ne possèdent pas de système d'information permettant aux banques d'apprécier leur évolution. Ceci s'explique par le fait qu'elles ne respectent pas les règles de bonne gestion notamment celles relatives à la transparence. Ce phénomène pénalise souvent ces PME lors de l'introduction du dossier de demande de crédit auprès des banques.

De ce qui précède, ce travail se propose de répondre à la question ci-après : « la pertinence de l'information financière produite par les PME influence-t-elle leur accès au crédit bancaire? »

Face à cette question, l'hypothèse est formulée comme suit : la pertinence de l'information financière produite par les PME se révèle comme enjeu d'accès au crédit bancaire.

L'objectif de cette étude est de démontrer l'influence de l'information financière dans l'accès au crédit bancaire des PME de Mbujimayi.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce papier s'articule autour de trois points. Le premier porte sur l'approche conceptuelle, le deuxième aborde la méthodologie de la recherche et le troisième s'attèle sur les résultats et la discussion.

## **I. Approche conceptuelle**

### **1. Information financière dans les PME de Mbujimayi**

Plusieurs chercheurs sont d'avis que les dirigeants des PME sont intéressés par la production des documents imposés par la loi dans les délais opportuns afin de répondre aux exigences fiscales. Pour certains, la production des données comptables non obligatoires est assez restreinte, alors que les autres affirment que les documents comptables restent destinés en priorité à l'inspecteur des impôts (Lasoued, K. et Abdelmoula, I., 2006).

La littérature financière révèle que l'importance de l'opacité informationnelle qui caractérise les PME, les expose fortement au risque de rationnement de crédit (Oudgou, M. et Zeamari, M., 2019). En effet, avant de prendre la décision d'octroi ou de refus de prêt, et pour réduire davantage les risques liés à cette opération, le banquier investit dans la collecte de l'information pertinente sur l'entreprise (états financiers, projet à financer,...etc.).

La défaillance du système d'information des PME empêche souvent les banques d'obtenir une information fiable et exhaustive. Comble est de constater qu'une multitude des PME se retrouve dans une situation de production d'états financiers établis de manière irrégulière. Cela se justifie par un manque de ressources humaines nécessaires et d'outils appropriés (Rouggani, K. et Bouayad Amine, N., 2022). Ces entreprises emploient peu de méthodes et de techniques de gestion telles que la prévision, l'analyse financière et la gestion des projets (Eyomane, M.J.S et al., 2020).

Par ailleurs, le manque d'informations est mentionné comme l'un des principaux freins à l'accès au crédit bancaire. Les dirigeants de PME peuvent parfois manquer de savoir-faire financier et administratif. Ils peuvent être tellement impliqués au quotidien de la firme qu'ils négligent les documents demandés par la banque. Ces documents sont parfois inexistantes (Madani, F. et Maouche, N., 2012-2013).

Certaines PME formelles n'ont ni comptable, ni manuel de procédures encore moins de dispositif comptable pouvant permettre d'enregistrer les opérations effectuées. Cette absence de transparence et d'information fiable est source de risque que ne maîtrisent pas les banques. Dès lors, celles-ci sont réticentes à apporter leurs concours, même si l'affaire s'avère rentable (Rouggani, K. et Bouayad Amine, N., 2022).

Enfin, les banques refusent souvent d'accorder leur concours lorsque les états financiers produits par les PME ne sont pas fiables et non approuvés ou certifiés par un commissaire aux comptes (Hamsatou, H.D., 2008).

## **2. Petites et moyennes entreprises (PME)**

Au sens de la charte de PME en RDC, la PME est toute unité économique dont la propriété revient à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui présentent les caractéristiques suivantes :

- Nombre d'emplois permanents de 1(un) à 200(deux cents) personnel annuel ;
- Chiffre d'affaires hors taxes, compris entre 1(un) et 400 000 USD (quatre cent mille) ;
- Valeur des investissements nécessaires mis en place pour les activités de l'entreprise inférieure ou égale à 350 000USD ;
- Mode de gestion concentré (Charte des petites et moyennes entreprises, 2009).

Par ailleurs, l'ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits subdivise les PME Congolaises comme suit: la Micro Entreprise, la Petite Entreprise et la Moyenne Entreprise.

La Micro Entreprise est toute entreprise qui réalise un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 10.000.000 de Francs Congolais. La Petite Entreprise est celle qui réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10.000.000 de Francs Congolais et inférieur à 80.000.000 de Francs Congolais. La moyenne entreprise est celle dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 80.000.000 de Francs congolais et inférieur à 200.000.000 Francs congolais (Mafuta Mbambi, 2021).

## II. Méthodologie de travail

### 1. La constitution de l'échantillon

La présente étude est réalisée grâce à une enquête menée sur les PME de la ville de Mbujimayi, laquelle s'est déroulée du 21 septembre au 11 novembre 2023. Au total le répertoire servant de base de sondage de cette étude comprend 770 petites et moyennes entreprises (PME) en activité. Celui-ci est constitué sur base des statistiques recueillies auprès de la direction provinciale des impôts (DPI) pour la catégorie des moyennes entreprises et auprès de trois centres d'impôt synthétiques (CIS) pour les petites et micros entreprises.

La taille de la population mère étant connue (Pagé, 2009), la taille de l'échantillon a été calculé en utilisant la formule suivante, développée par Survey Monkey en fonction de plusieurs paramètres (Robert, M.H et Denis, G., 2001):

$$n = \frac{t^2 \cdot p \cdot (1-p) \cdot N}{t^2 \cdot p \cdot (1-p) + (N-1) \cdot y^2}$$
 . Ainsi l'échantillon du présent travail est calculé comme suit :

$$n = \frac{1,96^2 \cdot 0,5 \cdot (1-0,5) \cdot 770}{1,96^2 \cdot 0,5 \cdot (1-0,5) + (770-1) \cdot 0,05^2} ; \quad n=257 \text{ PME}$$

En outre, pour une population finie ou connue, la taille de l'échantillon est ajustée selon la formule ci-après développée par (Van Dessel, C. et Morgenthaler, S., 2020):

$$n_{aj} = \frac{n}{1+(n-1)/N} \quad \text{Avec : } n_{aj} : \text{ la taille de l'échantillon ajustée}$$

Ce qui permet d'ajuster la taille de l'échantillon comme suit :

$$n_{aj} = \frac{257}{1+(257-1)/770} ; \quad n_{aj} = 192,6874391, \text{ soit } \mathbf{193 \text{ PME}}$$
 enquêtées, ce qui représente environ 25% de l'ensemble du répertoire.

Pour sélectionner les PME, il est fait usage du tirage à probabilité égale. Le mode de tirage adopté est sans remise. En effet, le tirage sans remise est mieux indiqué car il permet d'obtenir au bout de m tirage m individus différents. Il convient de noter que le mode de tirage avec remise conduit théoriquement à tirer plusieurs fois la même boule ou la même PME.

### 2. Techniques de collecte des données

Les techniques suivantes ont guidé cette recherche :

**Technique d'enquête par questionnaire :** l'enquête est faite à l'aide d'un *échantillonnage aléatoire simple*. L'échantillonnage simple est une technique aléatoire où tous les individus d'une même population ont une chance égale d'être sélectionnés (Pagé, 2009; Olivier, 2009).

**Technique d'entretien individuel semi-directif, semi-dirigé ou semi-structuré :** l'entretien semi-directif avec des chargés des crédits au sein des banques commerciales opérant dans la ville de Mbujimayi a permis la récolte de certaines données qualitatives relatives aux conditions d'octroi de crédit.

**Technique documentaire :** la recherche documentaire a aidé à mobiliser la littérature sur l'accès au crédit bancaire au monde, en Afrique et en RDC.

Elle a, par ailleurs, aidé à recueillir certaines données telles que la taille de la population auprès des institutions concernées en l'occurrence la Direction provinciale des impôts (DPI) et les trois centres d'impôts synthétiques (CIS).

### **3. Techniques de traitement des données**

Après dépouillement de l'enquête, la base des données est constituée à l'aide du logiciel Excel. Le traitement des données est fait à l'aide du logiciel Sphinx. Il est basé sur l'**Analyse en Composantes Principales (ACP)** ou Variables Composites.

L'analyse des relations entre les variables a été essentielle pour cette étude. En effet, la statistique descriptive approfondie a permis de tracer un portrait synthétique et cohérent de l'ensemble des données de l'échantillon (Ayache, M. et al., 1998).

Cette étude utilise le modèle d'ACP pour tester la contribution des variables explicatives sur la variable expliquée. L'ACP est justifié dans cette étude par le fait que, d'une part la variable expliquée est qualitative, et d'autre part les variables explicatives sont à la fois qualitatives et quantitatives.

Dans cette étude, la contribution des composantes à l'explication du phénomène étudié est mesurée à travers la matrice de corrélation entre les variables.

## **III. Résultats de l'étude et discussion**

### **1. Analyse des données d'enquête**

Ce point est consacré à l'analyse descriptive des données issues de l'enquête. Ces données se rapportent aux caractéristiques de l'entreprise et à la structure organisationnelle.

## 1.1.Caractéristiques des PME

### A. Identification des PME

Ce point présente les données se rapportant à l'identification des PME faisant partie de l'échantillon de cette étude.

**Tableau n°1: Localisation**

<b>Commune</b>	<b>Effectif</b>	<b>Fréquence</b>
Bipemba	33	17,1
Diulu	18	9,3
Dibindi	94	48,7
Kanshi	32	16,6
Muya	16	8,3
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Concernant la localisation, il ressort de ce tableau que la majorité des PME, soit 48,7% des PME enquêtées sont localisées dans la commune de Dibindi qui est le poumon économique de la ville de Mbujimayi. Viennent ensuite les communes de Bipemba et de la Kanshi où sont localisées respectivement 17,1% et 16,6% des PME enquêtées. La commune de Diulu et celle de la Muya complètent la liste avec respectivement 9,3% et 8,3% des PME enquêtées.

**Tableau n°2: Secteur d'activités**

<b>Secteur d'activités</b>	<b>Effectif</b>	<b>Fréquence</b>
Entreprise artisanale	5	2,6
Entreprise agricole	2	1,0
Entreprise industrielle	11	5,7
Entreprise commerciale	127	65,8
Entreprise de service	48	24,9
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

En ce qui concerne le secteur d'activités, la plupart des PME, soit 65,8% sont dans le commerce ; 24,9% des PME opèrent dans le service ; 5,7% sont dans le secteur industriel, 2,6% des PME sont dans l'artisanat alors que 1% exploite dans le secteur agricole.

**Tableau n°3 : Age des PME**

<b>Age</b>	<b>Effectif</b>	<b>Fréquence</b>
Moins de 3 ans	31	16,1
3 à 6 ans	66	34,2
7 à 10 ans	66	34,2
Plus de 10 ans	30	15,5
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Quant à l'âge de l'entreprise, parmi les entreprises enquêtées, 34,2% des PME comptent respectivement 3 à 6 ans d'une part et 7 à 10 ans d'autre part depuis leur création; 16,1% sont créées d'il y a moins de 3 ans ; au moment où 15,5% des PME comptent plus de 10 ans depuis leur création.

**Tableau n°4 : Taille de l'entreprise**

Taille de l'entreprise (chiffre d'affaires)	Effectif	Fréquence
>10 millions FC et < 80 millions FC	131	67,9
> 80 millions FC et < 200 millions FC	62	32,1
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Concernant la taille, la majorité des entreprises enquêtées, soit 67,9% sont de petite taille, contre 32,1% des entreprises qui sont de taille moyenne.

## **B. Accompagnement et structure organisationnelle de l'entreprise**

Il est présenté sous ce point les données relatives à l'accompagnement et à la structure organisationnelle des PME enquêtées.

**Tableau n°5: Accompagnement des structures spécialisées**

Accompagnement des structures spécialisées	Effectif	Fréquence
En bénéficiant	69	35,8
N'en bénéficiant pas	124	64,2
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Ce tableau indique que 64,2% des PME ne sont pas accompagnées par les structures d'expertise, alors que 35,8% des PME bénéficient d'un accompagnement de la part des structures spécialisées en l'occurrence : la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), les banques, etc.

**Tableau n°6 : Actions concrètes d'accompagnement**

Actions concrètes d'accompagnement	Effectif	Fréquence
Appui et conseil en gestion	46	23,8
Développement de nouveaux produits et services	10	5,2
Recherche de financement	13	6,7
Non accompagnée	124	64,2
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Par rapport aux actions concrètes d'accompagnement, il ressort que parmi les PME accompagnées, 23,8% les sont à travers l'appui et conseils en gestion ; 6,7% se font

accompagner dans la recherche de financement, contre 5,2% qui sont accompagnées dans le développement de nouveaux produits et services.

**Tableau n°7 : Organisation du service comptable**

<b>Organisation du service comptable</b>	<b>Effectif</b>	<b>Fréquence</b>
Est organisé	176	91,2
N'est pas organisé	17	8,8
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Il ressort de ce tableau que 91,2% des PME organisent le service comptable, contre 8,8% des PME où le service comptable n'est pas organisé.

**Tableau n°8 : Niveau d'instruction du comptable**

<b>Niveau d'instruction du comptable</b>	<b>Effectif</b>	<b>Fréquence</b>
Diplômé d'État	68	35,2
Supérieur et universitaire	108	56,0
N'ont pas de comptables	17	8,8
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

En ce qui concerne le niveau d'instruction du comptable, il ressort de ce tableau que 56% des PME ont des comptables ayant un niveau supérieur et universitaire ; alors que 35,2% des PME ont des comptables diplômés d'État, contre 8,8% des PME qui n'ont pas de comptables.

**Tableau n°9 : Rythme de production des états financiers**

<b>Rythme de production des états financiers</b>	<b>Effectif</b>	<b>Fréquence</b>
Régulier	155	80,3
Irrégulier	21	10,9
Ne produisent pas les états financiers	17	8,8
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Quant au rythme de production des états financiers, ce tableau renseigne que 80,3% des PME produisent de manière régulière les états financiers, contre 10,9% des PME qui les produisent selon le rythme irrégulier, alors que 8,8% ne produisent pas les états financiers annuels.

**Tableau n°10 : Type des états financiers produits par les entreprises**

Type des états financiers produits	Effectif	Fréquence
Bilan	55	28,5
Bilan et CR	35	18,1
Bilan, CR et TFT	23	11,9
Bilan, CR, TFT et Notes annexes	8	4,1
État de recettes et de dépenses	55	28,5
Ne produisent pas les états financiers	17	8,8
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

Concernant le type des états financiers produits, 28,5% des PME produisent respectivement soit le bilan ou soit l'état de recettes et de dépenses. 18,1% des PME produisent le bilan et le compte de résultat, alors que 11,9% produisent le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. 4,1% des PME produisent tous les états financiers annuels requis notamment : le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes. 8,8% ne produisent pas les états financiers annuels.

**Tableau n°11 : Certification des états financiers annuels**

Certification des états financiers annuels	Effectif	Fréquence
Les font certifier	35	18,1
Ne les font pas certifier	141	73,1
Ne produisent pas les états financiers	17	8,8
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

S'agissant de la certification des états financiers annuels, 73,1% des PME, soit la majorité, ne font pas certifier leurs états financiers annuels. 18,1% des PME de l'échantillon les font certifier auprès des commissaires aux comptes et experts comptables agréés ; alors que 8,8% ne produisent pas les états financiers annuels.

**Tableau n°12 : Collaboration avec un cabinet comptable**

Collaboration avec un cabinet comptable	Effectif	Fréquence
Collaborent avec un cabinet comptable	45	23,3
Ne collaborent pas avec un cabinet comptable	131	67,9
Ne produisent pas les états financiers	17	8,8
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>100,0</b>

A propos de la collaboration avec des cabinets comptables, ce tableau renseigne 67,9% des PME ne collaborent pas avec des cabinets comptables indépendants lors de la production de leurs états financiers. 23,3% seulement des PME produisent leurs états financiers annuels en

collaboration avec un cabinet comptable, contre 8,8% des PME qui ne produisent pas les états financiers.

## 2. Analyse en composantes principales

**Tableau n°13 : Matrice de corrélation (Component Matrix<sup>a</sup>)**

	Component								
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Localisation	-,255	-,307	-,221	,121	,328	-,060	,192	-,125	,346
Secteur d'activité	-,131	-,193	-,202	,266	-,141	,159	,196	,015	-,059
Age de l'entreprise	<b>-,126</b>	<b>,050</b>	<b>,630</b>	,369	-,047	,166	-,038	,030	,152
Taille de l'entreprise	-,243	-,187	,356	,083	,054	,244	-,498	,237	,312
Accompagnement	,383	,381	-,409	,275	-,491	-,240	,127	,146	,073
Actions d'accompagnem.	<b>,395</b>	<b>,341</b>	<b>-,340</b>	<b>,301</b>	<b>-,527</b>	-,196	,175	,102	,072
Orga.Service comptable	<b>,353</b>	<b>,771</b>	,192	-,203	,194	-,040	-,101	-,108	,083
Niveau du comptable	<b>,174</b>	<b>,658</b>	,223	-,268	-,027	,257	,211	-,002	,184
Rythme de production	<b>,366</b>	<b>,715</b>	,268	-,154	,048	-,112	-,113	-,024	,118
Etats financiers produits	<b>,107</b>	<b>,620</b>	-,037	,183	,173	,272	,260	-,307	,088
Certification états fin.	<b>,292</b>	<b>,699</b>	-,153	,119	,076	-,020	-,295	,012	,058
Collaboration avec cab.	<b>,311</b>	<b>,720</b>	-,257	,065	,120	,220	-,178	,107	-,060
Accès au crédit	<b>,944</b>	-,247	,093	-,021	,004	,047	-,019	-,065	,033

Extraction Method: Principal Component Analysis.

Cette **matrice de corrélation** atteste une forte corrélation positive de plus des 50% entre l'accès au crédit bancaire avec les composantes suivantes : l'ancienneté dans le secteur d'activités, l'organisation du service comptable, le niveau d'instruction du comptable, le rythme de production des états financiers, les états financiers produits, la certification des états financiers et la collaboration avec un cabinet comptable indépendant.

Par ailleurs, la composante *actions concrètes d'accompagnement par les structures d'expertise ou spécialisées*, influe négativement sur l'accès au crédit bancaire des PME.

Il convient de confirmer l'hypothèse selon laquelle la pertinence de l'information financière produite influe positivement sur l'accès au crédit bancaire.

### 1. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude attestent que le rythme de production des états financiers, le type des états financiers annuels produits, la collaboration avec un cabinet comptable indépendant, et la certification desdits états financiers impactent positivement et significativement l'accès au crédit bancaire. Ceci confirme les résultats de (Wamba H. , 2013/1) selon lesquels la qualité des états financiers (pertinence, régularité, conformité...) favorise l'accès au crédit bancaire.

En outre, les résultats de cette étude s'accordent avec ceux de (Wamba H. , 2013/1) (Rouggani K. et Bouayad Amine N., 2022) qui attestent que le profil de la personne établissant les états financiers influence la décision d'accord ou de refus de crédit par la banque. Selon ces auteurs, la probabilité d'accès au crédit augmente lorsque l'entreprise confie son service de comptabilité aux prestataires ou lorsqu'elle a un comptable qualifié. Alors qu'inversement cette probabilité d'accès au crédit bancaire s'amenuise significativement.

Ces résultats s'accordent aussi à ceux de (Adair P et Phima F, 2013) qui concluent que les banques s'abstiennent d'accorder le crédit lorsque les états financiers leur présentés ne sont pas fiables et non certifiés par les commissaires aux comptes.

## **Conclusion**

Cette étude avait porté sur « *Information financière et accès au crédit bancaire des PME de la ville de Mbujimayi* ».

La préoccupation majeure de cette étude consistait à répondre à la question ci-après : la pertinence de l'information financière produite par les PME influence-t-elle leur accès au crédit bancaire? »

L'objectif de cette étude est de démontrer l'influence de l'information financière dans l'accès au crédit bancaire des PME de Mbujimayi.

Après traitement par l'Analyse en Composantes Principales (ACP) des données issues de l'enquête, les résultats de cette étude ont révélé une forte corrélation positive de plus des 50% entre l'accès au crédit bancaire avec les composantes suivantes : l'ancienneté dans le secteur d'activités, l'organisation du service comptable, le niveau d'instruction du comptable, le rythme de production des états financiers, les états financiers produits, la certification des états financiers et la collaboration avec un cabinet comptable indépendant.

Ces résultats ont laissé cette étude confirmer l'hypothèse de départ selon laquelle la pertinence de l'information financière produite par les PME se révèle comme enjeu d'accès au crédit bancaire.

## Références bibliographiques

- Adair P et Phima F. (2013). Le Financement des PME en Tunisie : Dépendance à l'égard des banques et rationnement du crédit. *Revue internationale PME, Vol.25 N°3-4*, pp.7-240.
- Aktouf, O. (1987). *Méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations*. Montréal: Presse de l'Université du Québec.
- Ayache, M. et al. (1998). Le codage dans la recherche qualitative, une nouvelle perspective? *Le Libellio d'Aegis, Vol.7, n°2*, pp.33-46.
- Charte des petites et moyennes entreprises. (2009). Kinshasa.
- Cornillon, P. (2010). *Statistique avec R*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Delahaye J. et Duprat F. (2015). *Finance d'entreprise. L'essentiel en fiches*. Paris: Dunod.
- Eyomane, M.J.S et al. (2020). Analyse théorique du financement sur la pérennité de très petites entreprises. *Global journal of management and business research: C Finance, Vol 20 Numero 2*, 1-9.
- Gavard Perret, M.L. et al. (2008). *Méthodologie de la recherche*. Paris: Pearson-Education.
- Hamsatou, H.D. (2008). *Le financement des PME au Sénégal*. Institut Privé de Gestion de Dakar: Maîtrise en Administration des Affaires.
- IFC, International finance corporation. (2017). *Manuel de statistiques régionales, crédit-bail mobilier en Afrique*.
- Jégou, N. (sd). Analyse en Composantes Principales. Université Rennes 2: Master 1 Géographie.
- Lasoued, K. et Abdelmoula, I. (2006). Les déterminants des systèmes d'information comptables dans les PME: une recherche empirique dans le contexte tunisien. *Hal open science, 27e congrès de l'AFC*, pp.1-29.
- Lavigne, B. et St-Pierre J. (2007). Contribution de la comptabilité financière à l'accroissement de la performance des PME et à la réduction de leur vulnérabilité. *Revue de la documentation*, pp.1279-1293.
- Madani, F. et Maouche, N. (2012-2013). *La problématique de financement bancaire des PME en Algérie: cas des PME de la ville de la wilaya de Bejaia*. Université Abderrahman Mira de Bejaia: Master en Sciences Economiques.
- Mafuta Mbambi, E. (2021). Problématique de financement des petites et moyennes entreprises par les institutions financières de la ville de Matadi. *Révue des Sciences commerciales, Vol.20 Numero 02*, 7-25.
- Marie, C. (sd). Analyse en Composantes Principales (ACP). Université de Bordeaux.
- Mohamed A.O. et al. (2005). La structure du capital des petites et moyennes entreprises industrielles tunisiennes. *Révue internationale PME, Vol.18 Numero 2*, 140-165.
- Ngoma, J. (2021). La microfinance comme solution au financement des PME en RDC. *Revue de Microfinance et Développement*, pp.85-100.
- OHADA. (2017). *Acte uniforme relatif au Droit Comptable et à l'Information financière*. Brazza ville.
- Olivier, M. (2009). *L'enquête et ses méthodes. L'analyse de données quantitatives*. Paris: 2e édition Armand Colin.

- Oudgou, M. et Zeamari, M. (2019). Les difficultés de financement des PME marocaines: vision critique sur des dispositifs de financement. *Revue Economie, Gestion et Société*, pp.1-25.
- Pagé, L. (2009). *Méthodes quantitatives pour les sciences humaines*. Québec: Loze-Dion.
- Rafiki, A. (2016). Les controverses empiriques de pecking order theory. *Revue marocaine de Gestion et d'Economie, Numero 6*, pp.13-28.
- Robert, M.H et Denis, G. (2001). *Statistiques: conception et application*. Montréal: Presse de l'Université de Montréal.
- Rouggani, K. et Bouayad Amine, N. (2022). Esquisse d'analyse de la problématique de financement des PME au Maroc. *Revue Economique & Kapital, Vol.2 N°22*, pp.86-109.
- Seymour, L. (1985). *Probabilités, cours et problèmes*. Paris: McGraw-Hill In.
- Souley, A. (2023). Les pratiques comptables et la performance financière des PME: Cas du contexte nigérien. *Revue Française d'Economie et de Gestion, Volume 4: Numéro 7*, pp."340-364.
- Tiona Wamba, J.H. et Dippa Koldjeng, R. (2019). Pratiques comptables de la petite et moyenne entreprise camerounaise à l'ère du SYSCOHADA révisé. *Revue du contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, Volume 4: numéro 2*, pp.25-45.
- Van Dessel, C. et Morgenthaler, S. (2020). *Introduction à la statistique*. PPUR.
- Wamba, H. (2013/1). Capital social et accès des PME africaines au crédit bancaire: le cas du cameroun. *Revue des Sciences de Gestion, Numero 259-260*, 53-68.